Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2192

Artikel: Economie socialiste version 4.0 : le PSS prépare son nouveau programme économique pour la décennie à venir

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023202

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Economie socialiste version 4.0

Le PSS prépare son nouveau programme économique pour la décennie à venir

Yvette Jaggi - 28 janvier 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32692

«Marx et ça repart!» annonce *Le Un* dans son numéro hors série de l'automne 2017, publié cent ans après la Révolution d'octobre. Mais pour le PSS en tout cas, il n'y a plus depuis longtemps de redémarrage en vue pour le marxisme.

En effet, dans la postface qui conclut le programme économique établi pour les années 2006 à 2015, la conseillère nationale bâloise Suzanne Leutenegger Oberholzer le rappelait sans ambiguïté. Dès le précédent concept économique datant de 1994 *«le parti socialiste a renoncé à formuler des conceptions concrètes dans l'hypothèse de dépassement du capitalisme […]. Le PSS s'est fondé sur la conception réaliste selon laquelle le débat se déroulait au sein du système existant»*. Charge à la gauche d'utiliser les larges marges de manœuvre existant dans les sociétés capitalistes.

Certes conditionnel, le réalisme socialiste façon PSS imprègne tout le document intitulé *Economie 4.0*, qui présente une analyse de la situation actuelle et relève les chances et les risques que comportent la numérisation généralisée, la globalisation des échanges et la croissance à l'ère du changement climatique. L'assemblée des délégués du PSS en discutera le 24 février prochain.

Ses options permettront d'élaborer les mesures à prendre concrètement pour orienter l'évolution de l'économie. Ce catalogue-programme sera soumis à une nouvelle assemblée des délégués le 1er décembre 2018, d'où devrait sortir le nouveau concept économique du PSS, troisième du genre, établi en principe pour la décennie à venir et premier élaboré par la lente voie d'une procédure participative.

Nous voilà évidemment bien loin du *Programme* du PSS adopté lors du Congrès tenu à Lausanne en octobre 2010, qui préconisait *«une rupture avec le capitalisme qui réduit notre société à une simple économie de marché et les relations sociales aux seuls échanges intéressés»*. Cette fameuse phrase a prévalu pendant six ans.

Dans son introduction au *«papier de position»* – ou plutôt de rattrapage – sur la démocratie économique adopté par le Congrès du PSS en décembre 2016, Christian Levrat ne parle plus de rupture mais plus sagement d'*«agir autrement – au sein et au-delà du capitalisme»*. Et de citer moult exemples d'initiatives et de projets communautaires relevant de l'économie sociale et solidaire désormais expressément découverte. En fin de compte, il ne reste plus qu'un petit peu de lutte des classes dans la philosophie économique du PSS.

Comme il y a deux ans, la distance prise par rapport à l'engagement de 2010 n'est évidemment pas du goût de tous les militants, dont certains flairent une dérive droitière dans le document *Economie 4.0*. Ils n'en font toutefois pas encore ouvertement l'un de ces terrains d'affrontement interne au PSS dont se repaît la presse conservatrice.

En revanche, on peut compter sur la Jeunesse socialiste pour manifester une résistance active lors de la prochaine assemblée des délégués, sans toutefois obtenir l'infléchissement dans le sens qu'elle préconise désormais, celui d'un dépassement internationalisé du capitalisme. Une échelle qui constitue *de facto* une reconnaissance de la globalisation des marchés.

Numérisation, globalisation, croissance

L'analyse politique présentée sur les trois sujets précités est marquée au coin du sens commun et de l'engagement utile.

La numérisation, absente du programme 2006-2015, fait tardivement son entrée dans la littérature économique du PSS, en décembre 2016. La

démocratisation de l'économie constitue un *«prérequis central»* pour que la numérisation puisse réellement déployer son potentiel libérateur et son pouvoir émancipateur et permette de *«bien gérer le progrès»*.

Car la numérisation ne représente pas par essence une menace pour l'emploi et les conditions de travail. Elle ne comporte que les risques engendrés par un défaut d'analyse – et de correction – des rapports de forces déterminants dans l'économie et la société.

Mené avec lucidité, l'exercice débouche tout naturellement sur deux revendications fondamentales. Il s'agit d'abord de la participation des salariés à la prise de décisions concernant la mise en œuvre des procédures numérisées et à la répartition des gains de productivité qu'elles entraînent. Ensuite, il faut faire face aux changements sociaux liés à Internet et aux réseaux qui, en facilitant une connectivité mondiale et permanente, portent atteinte à la sphère privée des personnes.

Le tout, bien entendu, doit s'accompagner d'un effort massif de formation vraiment continue et ressentie comme authentiquement valorisante. Les comptes de formation et les chèques exploitables tout au long de la vie active doivent s'imposer comme des contributions à l'indispensable égalité des droits et des chances.

Quant à la globalisation des marchés, reconnue comme irréversible, elle mérite aussi correction. Certes, pour une économie ouverte comme celle de la Suisse, la mondialisation représente une évolution appréciable. Et aussi une occasion de contribuer à l'instauration d'un libre-échange compatible avec les droits humains et sociaux et avec la préservation de l'environnement. Nul besoin de se confiner dans un protectionnisme égoïste. Mais nécessité de développer un commerce équitable et des échanges solidaires – et de pratiquer l'économie de proximité et de solidarité.

Enfin, il s'agit d'allier la croissance et la protection du climat. Mariage difficile, dont le PSS avoue qu'il ne s'est guère soucié jusqu'à maintenant. Il apparaît d'emblée que le renoncement à la croissance économique ferait problème car représentant un risque social difficilement justifiable.

Sur ce point, le désaccord programmé avec les Verts est promptement évacué: il suffit de dissocier la croissance économique d'avec la consommation de carbone et d'autres ressources naturelles. Pour mesurer la performance économique d'un pays, il faut compléter les données de la comptabilité nationale et joindre au PIB, trop longtemps exclusif instrument de mesure, une batterie d'indicateurs différenciés qui prennent mieux en compte les gains de prospérité et le degré de bien-être, en bref la qualité de vie telle que la ressentent les habitants d'un ou plusieurs pays.

Le prochain programme économique du PSS portera-t-il définitivement le titre d'*Economie 4.0* ? Cela serait à la fois très tendance et passablement réducteur pour un document sur lequel d'ores et déjà semble souffler une brise rafraîchissante.

On peut espérer qu'au terme des nombreuses séances et versions successives à vivre d'ici là, le PSS disposera dès décembre prochain d'un programme économique assez précis pour servir de feuille de route et assez ouvert pour tenir les dix ans à venir.